

2015, entre euphorie et ressentiment

Posté le : 2 janvier 2015 11:23 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Crise systémique, Attitudes, Economie et politique

Alors que s'achève une année 2014 désastreuse, qui devait être celle de la reprise si on en revient aux prévisions de fin 2013 que nous avons contredites à l'époque, avec en France une baisse historique de la construction, une nouvelle augmentation massive du chômage, un endettement calamiteux, des impôts confiscatoires, des services publics en déshérence, un gouvernement réduit au bricolage et aux opérations médiocres de communication, le climat général, tel qu'on peut en juger par le ton de la presse et les conversations privées, est étrangement marqué par deux sentiments contradictoires : une certaine euphorie et en même temps la rage que donne le ressentiment.

Une constante des comportements collectifs en cas de crise est la survenue, lorsque tout va mal, d'une réaction populaire qui crie : stop ! Arrêtez de nous ennuyer avec votre pessimisme ! Vous créez la crise vous-même. De même que les gens en bonne santé se plaignent plus que les malades, les sociétés abîmées ne veulent plus participer par la parole à la dégringolade générale dans le pessimisme.

On a connu cela début 2010. Après l'effondrement de 2009, les bons citoyens ont eu ras le bol de toutes les prévisions catastrophistes. Et il y eu un rebond en 2010. On retrouve dans la presse aujourd'hui les mêmes manifestations de rejet du « déclinisme ». Les sondages montrent que les Français n'ont jamais été aussi pessimistes sur l'avenir, mais les déclarations optimistes ou qui appellent à moins de pessimisme sont légions.

La baisse simultanée des taux d'intérêt, de l'Euro par rapport au dollar et du prix du pétrole, avec les premiers effets du CICE, la fin des prélèvements électoraux à 75%, la suppression de l'impôt sur le revenu de plusieurs millions de foyers, ramenant à moins de 50% les Français qui le paient, des mesures de droite prises par le gouvernement, comme la loi Macron, la relance des salaires en Allemagne, et le plan d'investissement européen, laissent espérer une croissance d'au moins 1% à la plupart des commentateurs. L'euphorie est telle que certains se prennent à annoncer 1.5% de croissance en 2015 si d'autres mesures de libéralisation sont prises, et près de 2,5% en 2016 avec un début de décrue du chômage lorsque le plein effet du pacte de responsabilité aura des conséquences perceptibles, si d'autres mesures d'accompagnement viennent prendre le relais. En effet la baisse des prix par rapport aux salaires qui continuent de grimper assez vite, donne du pouvoir d'achat, même si la perception de ce gain de niveau de vie n'est pas généralisée.

Cela donne un sentiment d'euphorie notamment au sein des sphères présidentielles, gouvernementales, et au Parti Socialiste. François Hollande en semble tout requinqué, la conjoncture politique à droite semblant mauvaise avec un retour poussif de Nicolas Sarkozy, et une certaine décrue du vote populaire pour le FN.

Il y a donc, en ce début d'année, une bouffée d'envie que la crise s'arrête et une conjonction de facteurs objectifs qui laisse penser, à gauche, que ce soit possible.

A droite, tout en soulignant les petits pas dans le bon sens, on insiste sur la fragilité du dispositif. On remarque que la politique suivie est principalement d'affichage, d'enfumage disent les plus durs. Aucune réforme d'importance n'a eu lieu. On s'est contenté d'écraser d'impôts les entrepreneurs et les familles aisées. La loi Macro est « microbique » par rapport aux nécessités. On ne touche pas au Moloch étatique. On se paie la tête de l'Union Européenne avec une aggravation à 4.4% des déficits

publics par rapport au PIB au lieu de 4.3% en 2013. Le plan d'investissement européen est un recyclage de nombreux projets mitonnés dans une nouvelle casserole mais qui ressemble plus à un effet d'annonce visant pour la nième fois à « créer la confiance » qu'à un vrai plan de relance. La chute des cours du pétrole et de l'ensemble des prix des « commodities » marque plus la fin de la spéculation effrénée par les banques d'investissements américaines et les « hedge funds » dans le cadre de l'amplification du dégonflement général de la bulle de crédit qu'un véritable signal de reprise. La baisse du dollar est importante, mais seulement si l'entreprise est compétitive et la France a continué à jouer la hausse des salaires et la paix sociale plutôt que la compétitivité. Les parts de marché reculent. Le CICE est tellement bardé de condition et finalement si peu important quand on prend le gain net après déduction de toutes les hausses de charges et si étalé, qu'il n'a pas une importance cruciale.

La politique suivie par M. Hollande est purement politicienne : transférer sur les entreprises la responsabilité de l'emploi, vider le programme de l'opposition des mesures qui ne font pas de mal, éviter toute réforme qui peut coaliser une opposition dans la rue. Après on laissera l'opposition se fragiliser en proposant des mesures dures, tout en flattant l'électorat de gauche avec des mesures « sociétalistes, et en se flattant de « faire des cadeaux aux pauvres », avec la pénibilité ou la suppression de la première tranche de l'IR. L'achat de vote a encore de beaux jours devant lui.

Cette approche suffira-t-elle pour pousser le pays à la réélection d'un président narcissique qui joue totalement le jeu de la communication en modifiant son look et jusqu'à sa voix pour faire énergique et compétent ? Certains, à droite, le craignent, compte tenu de l'absence d'alternative réellement crédible dans leur camp et du poids du vote FN. Bien sûr, ils ont vu dans la prestation télévisée des vœux du président l'exercice de style totalement décalé d'un « Gamelin calamistré », prétendant tenir le front dans sa main alors que la débandade est partout. Mais la « triangulation » fonctionne. On commence à louer Macron, voire Valls, pour leur pragmatisme. Et la fusée Sarkozy a du mal à décoller. Après tout il n'avait même pas un Macron dans les gouvernements qu'il a construits, juste une poignée de socialistes ralliés...

Tel est l'esprit public en ces premiers jours de 2015. On croit la croissance revenue et le combat politique rééquilibré. En se pinçant un peu tout de même.

Dans les tréfonds, le climat est autrement plus inquiétant. Le ressentiment est installé un peu partout.

C'est vrai pour les 5 millions de chômeurs, et les 2.4 personnes qui vivent du RSA. La durée au chômage s'est fortement allongée. Des centaines de milliers de personnes sont au chômage depuis plus de trois ans. Pratiquement 80% des nouvelles embauches se font sous un statut précaire. Autant pour les niais qui prétendaient que les départs massifs en retraite allaient permettre une reprise facile de l'emploi.

C'est vrai pour les 100.000 entrepreneurs qui ont perdu leur entreprise depuis 2008 et le gros de leur avoir, en constatant que les prélèvements fiscaux et autres ne leur ont pas permis de mettre de côté de quoi rebondir. Ils représentent la valeur ajoutée cumulée de Nantes, Rennes et Brest. Tout est rasé ! Circulez. Il n'y a plus rien à voir.

C'est vrai pour toutes les familles qui s'inquiètent de voir leurs enfants en difficulté de démarrage dans la vie ou qui s'expatrient.

C'est vrai pour le million de familles qui supportent l'essentiel du poids des hausses fiscales et qui voient leur patrimoine disparaître.

C'est vrai pour les dizaines de milliers de familles qui se sont expatriées et qui vivent les difficultés et épreuves de cette condition.

C'est vrai aussi pour les ouvriers qui ont de plus en plus de mal à trouver un emploi et n'espèrent

plus sortir de leur condition.

C'est vrai pour tous ceux qu'une loi absurde aggravant une conjoncture déjà détestable prive d'un logement.

C'est vrai en Europe pour tous ceux qui, dans le sud, ont connu la plus destructrice politique d'ajustement par la déflation des salaires menée depuis 1934.

C'est même vrai chez ceux de nos partenaires qui ne comprennent pas qu'on se moque de tenir nos engagements quand on a forcé les autres à les tenir.

Etc.

Le ressentiment est la force motrice la plus grave dans une démocratie. Elle peut conduire à tous les excès.

On le verra sans doute bientôt en Grèce et dans d'autres pays du sud de l'Europe.

L'adhésion de la Lituanie à l'Euro tient plus à la haine des Russes qu'à l'amour de la monnaie unique.

Les crispations en Ukraine, au Moyen Orient, en Extrême-Orient sont le fruit de ressentiment enkystés mais qui purulent dès qu'on les gratte.

Ces sentiments contradictoires, euphorie économique et travail en profondeur du ressentiment marqueront 2015.

Si on s'en tient strictement à l'économie, nous sommes toujours dans une économie boursouflée par les dettes, une économie baudruche, comme nous l'appelons ici. Elle est éclatée et totalement déséquilibrée. Le commerce international est toujours à l'arrêt. Le Baltic dry index est près de ses plus bas et plonge depuis ces dernières semaines. Certains pays frôlent la ruine, comme le Venezuela, la Chine, l'Algérie, la Russie, l'Indonésie, la Grèce, l'Ukraine, etc. D'autres, vulnérables à une poussée des taux d'intérêt, sont si nombreux qu'on ne les comptera pas ici. A part les Etats-Unis qui transfèrent la crise par l'abus du dollar, on ne compte pas de pays réellement prospères.

Les politiques budgétaires et monétaires sont au bout de leur chemin. Autant dire que les trois défauts majeurs qui pèsent sur la conjoncture joueront tout leur rôle néfaste. Sans réforme du système monétaire international pas de reprise équilibrée possible des échanges internationaux ; sans réforme de la gouvernance de la zone Euro, pas de levée des graves hypothèques qui pèsent encore sur la viabilité de la zone ; sans retour à un niveau décent des prélèvements fiscaux en France, pas de vraie reprise de l'investissement et de la confiance possible.

Dangers et médiocrité seront encore les mots-clés en 2015. Il eût fallu moins d'optimisme et moins de ressentiment pour qu'une politique collective sensée de réformes coordonnées, dans le monde, en Europe et en France, eût pu être perçue comme pertinente et menée dans la durée.